



Un projet culturel : « Roubaix en transition »

janvier 2016

Préambule :

La présentation ci-après de l'«Université Populaire et Citoyenne, un projet culturel : Roubaix en transition» se veut à la fois :

- une clarification du travail d'éducation populaire, mené par l'UPC depuis une dizaine d'années, son histoire, sa contribution à une démocratie participative locale pour que tous nos partenaires puissent mieux en saisir l'utilité publique ;
- un appel aux citoyens, à nos adhérents, à nos sympathisants pour les convaincre de s'engager dans le soutien financier d'une Université populaire et citoyenne à Roubaix pour penser et mettre en œuvre «la transition».

Le mot «transition» indique une direction, une mise en mouvement. Il se veut rassembleur sur une orientation : nous devons urgemment changer de civilisation.

Nous devons quitter un modèle de société basé sur la concurrence et la consommation des ressources naturelles non renouvelables. «La transition» devient alors un projet d'ordre «culturel» (pas seulement technologique) dans une recherche de transformation de nos modes de vie. A Roubaix, comme ailleurs, les contenus de la transition sont à définir dans un approfondissement de la démocratie, du débat citoyen et de l'expérimentation.



Collectif pour l'Égalité et contre les discriminations, 2015.



La Marmite du Pile à la Condition Publique, 2015.

Sommaire

Introduction	4
1. Que fait l'UPC ? Des collectifs et des expérimentations.	5
2. D'où vient l'UPC ? D'une volonté de «démocratie participative».	6
3. Comment «débatte sans se battre» ?	7
4. Le droit à la parole publique, comme un besoin fondamental.	8
5. Une proposition d'une vraie médiation entre habitants et institutions.	9
6. Égalité, décroissance et écologie.	10
7. Un projet culturel «Roubaix en transition».	11
8. Une cotisation citoyenne mensuelle.	12
Conclusion	12

Introduction

Nous le savons, nous ne sommes pas dans une crise économique mais dans une crise de civilisation. Il nous reste une dizaine d'années, au mieux, pour conduire une transition et éviter une situation d'effondrement de nos sociétés sous la pression du dérèglement climatique. Nous sommes au bord du gouffre et il nous faut rapidement, individuellement et collectivement, à l'échelle de chaque territoire, produire un effort considérable d'imagination, de débat pour atteindre 4 objectifs :

1. Sortir de la nostalgie des trente glorieuses avec l'illusion d'une ascension sociale basée sur la croissance et le progrès technologique ;
2. Résister et ne pas désigner des «boucs émissaires», ni déclarer des guerres ;
3. Oser une (des) «transition(s)» vers une sobriété heureuse, une prospérité sans croissance;
4. Décrocher de notre addiction à une société de consommation non soutenable.

À Roubaix, pendant plus d'un siècle, la vie sociale et économique de notre cité s'est construite autour du travail ouvrier industriel, dans des usines textiles. Ces ouvriers sont venus d'autres pays d'Europe, de la France des ex-colonies avec le désir d'améliorer leurs conditions de vie. Les usines ont fermé et une part grandissante de la population des quartiers se sent reléguée et discriminée, en particulier la jeunesse diplômée ou pas, à l'école de « l'égalité des chances ». Faute de travail digne, la cohésion sociale est mise à mal, laissant progresser des formes de racismes et de replis identitaires. Dans ce contexte, l'urgence sociale est de retisser des solidarités fortes pour rompre avec les logiques d'enfermement. Plus elle est annoncée, moins la promesse du retour à l'emploi, apparaît comme un horizon crédible pour beaucoup. Il nous faut inventer une transition vers une « économie du partage », plus protectrice que le salariat, compatible avec les grands équilibres écologiques. Pour produire un tel effort d'imagination, nous devons reconstruire une intelligence citoyenne, au sens d'une capacité à penser le « bien commun », en décrochant nos approches, en dépassant nos concurrences. C'est à partir de ces enjeux que l'idée d'une Université Populaire et Citoyenne s'est concrétisée au début des années 2000 à Roubaix.

1. Que fait l'UPC ? Du débat et des expérimentations.

L'Université Populaire et Citoyenne, association loi 1901, s'est créée en 2004 sur l'idée d'ouvrir un espace de formation citoyenne sur les injustices sociales que rencontre notre ville. Dix ans plus tard, l'UPC, bien que fragile, est toujours là et a fait évoluer son projet associatif sur la base de collectifs de citoyens qu'elle a co-fondés et accompagnés. Pour cela, elle a expérimenté de nouvelles formes de participation citoyenne nourries par des cycles de formation sur les thèmes «travail-insertion-économie solidaire», «cultures-mémoires-discriminations», «écologie urbaine-transition», «santé-bien-être-alimentation».

50 conférences associées à des ateliers citoyens (ou séminaires) ont été programmées avec le souci d'offrir un lieu de débat dans notre territoire et de réfléchir collectivement à leurs enseignements à travers des collectifs citoyens et la publication des cahiers de l'UPC. Cette méthode d'éducation populaire a progressé au fur et à mesure du temps donnant lieu à d'autres formes de rencontres et de débats : les «cafés citoyens» territorialisés à l'échelle de quartiers, les voyages d'études, les balades citoyennes, les repas de quartier, les jardins partagés. L'UPC s'est aussi attachée à construire des événements fédérateurs tel que les forums citoyens «contre le chômage a-t-on vraiment tout essayé ?» (2007-2008), le forum ouvert «changeons d'ère à l'Union» (2012), l'exposition «La route de la laine» (2013), le forum populaire et citoyen «la pauvreté à Roubaix, on fait quoi ? Nous sommes tous vulnérables» (2014). L'Upc accompagne aussi des projets d'expérimentations tels que la «Cité régionale de l'histoire des gens du textile», une ferme urbaine «Cense de la Tossée», un «Habitat Ecologique Partagé à l'Union», «la Marmite, cantine inter-associative au Pile», «Baraka-fabrique de biens communs», «la table de quartier Pile-Saint Elisabeth», la «Maison du vélo», la «plateforme pour l'égalité contre les discriminations»...



Voyage à Rotterdam, visite du projet RADAR, plateforme anti-discrimination, 2014.

2. D'où vient l'UPC ? D'une volonté de «démocratie participative».

En 2004, lors de sa création, le projet UPC fut porté par un collectif citoyen composé de travailleurs sociaux et de militants associatifs. Initialement, ce projet avait été configuré avec le soutien de la municipalité de Roubaix entre 2002 et 2004. Toutefois, le service municipal citoyenneté de l'époque souhaitait construire son propre dispositif d'éducation populaire (Redpop : réseau d'éducation populaire) alors que le collectif citoyen défendait une Université populaire et citoyenne associative et indépendante, non liée hiérarchiquement à un pouvoir exécutif. Le collectif affirmait l'idée d'une Université Populaire comme un lieu «décloisonné», détaché des logiques de dispositifs, de projets. Chacun y participerait au seul titre de citoyen, en «raccrochant ses casquettes au vestiaire» pour privilégier une parole libre et égale (autant que possible) pour «l'intérêt général» ou le «bien commun». Le dispositif Redpop n'a pas survécu et l'UPC associative s'est développée avec le soutien timide de la ville de Roubaix et l'appui de la Région (à partir de 2005).

L'UPC a gagné cette reconnaissance par l'engagement de ses membres. Elle a aussi été possible sur le terreau d'une culture de la «participation des habitants», forgée dans les luttes urbaines de l'Alma gare, puis du Développement social des quartiers, vécue par un certain nombre d'élus de gauche et de droite. Mais, cette idée de «participation des habitants» reste toujours confrontée à la culture dominante de la politique, centrée sur les élections et la conquête du pouvoir. C'est pourquoi, l'UPC fut souvent perçue par les militants politiques et les institutions soit comme une «courroie de transmission» à utiliser, soit comme un «contre pouvoir» à combattre.



Forum «La pauvreté à Roubaix, on fait quoi ?», 2014.



*Didier Lapeyronnie - Michel Kokoreff, sociologues.
«Refaire la cité, l'avenir des banlieues», 2013.*

3. Comment «Débattre sans se battre» ?

L'Upc ne cherche pas à représenter les habitants, les citoyens, elle se conçoit comme un outil favorisant la rencontre des habitants, des citoyens. Il s'agit de refuser la lecture de « courroie de transmission » ou de « contre pouvoir », au sens où le doute, la critique positive ou négative sont des éléments essentiels du débat public et contradictoire. C'est dans cet esprit que l'UPC se revendique comme une association, ancrée dans la ville, animée par des « habitants ». « Habitants » qui portent et proposent des contributions qui concourent à l'intérêt général et qui pour ce faire sollicitent des subventions publiques*.

L'UPC revendique un travail de réflexion intellectuelle pour tous en confrontant sa parole à toutes celles qui existent et notamment celle de l'institution. Rappelons qu'un des fondements de l'UPC est de considérer que nous (la société, les gens) sommes traversés de contradictions qu'il faut faire apparaître et mettre en forme pour qu'elles puissent être entendues par tous. Nous croyons que cette expression des contradictions et leur mise en débat sont les bases nécessaires pour arriver à élaborer des compromis durables, ou mieux, des consensus.

Ainsi la médiation de l'UPC, bien comprise par tous, cherche à créer les conditions de la confiance suffisante pour que des paroles contradictoires puissent s'échanger sans que l'une ou l'autre des parties prenantes ne se sente agressée. L'établissement de ce rapport de confiance suppose d'agir sur 3 plans :

1. Travailler des sujets dans la durée tout en autorisant les entrées et sorties permanentes des participants au débat, en étant garant de la continuité de la parole collective. Nous pensons que l'échange dans la durée bien plus que toutes les méthodes de communication est la clé de la construction d'un langage commun.

2. Consolider des espaces de convivialité et de rencontres informelles (par exemple en réalisant des cantines populaires, des marches collectives, des voyages d'études...) qui favorisent l'échange interpersonnel et prépare chacun à la prise de parole politique.

3. Assurer le secrétariat de tous les espaces créés, en réalisant un travail de retranscription de ce qui se dit puis en élaborant des propositions de synthèses pour mettre en exergue les progressions dans l'élaboration de la parole collective.



Pas à pas à l'Epeule, 2015.



Table de quartier du Pile, 2015.

**C'est pour garantir sa liberté d'expression que l'Upc a refusé d'être une «coopérative de conseil» qui vivrait de prestations pour le compte des collectivités.*

4. Le droit à la parole publique, comme un besoin fondamental.

Le droit à la parole publique n'est pas un luxe autorisé à ceux qui auraient déjà répondu à leurs besoins fondamentaux (se nourrir, se loger, se former...) ou ceux qui auraient accumulé des compétences (experts, politiciens). Ce droit est d'autant plus important pour ceux qui ne possèdent rien si ce n'est leur capacité à exister en prenant la parole et se faire reconnaître, comme tout un chacun, contributeurs et détenteurs du bien commun. Le droit à la parole publique est donc aussi un besoin fondamental qui doit être reconnu, au même titre que manger ou se loger. Les travaux du forum «la pauvreté à Roubaix, on fait quoi ?» ont affirmé qu'elle (la pauvreté) est d'abord une affaire de solitude : la pauvreté des liens qui nous unissent aux autres, à la (une) communauté. Nous avons échangé, lors de ce forum, sur la solitude des «riches» enfermés dans des relations d'argent et la richesse des «pauvres» qui cultivent naturellement, plus de solidarité. C'est dans ce sens que nous avons ajouté que nous étions «tous vulnérables».



*Jean Gadrey, économiste,
«Partage de savoirs», Baraka 2015.*



Forum «La pauvreté à Roubaix, on fait quoi ?», 2014.



Atelier public du Collectif de l'Union, 2014.

5. Une proposition d'une vraie médiation entre habitants et institutions.

L'UPC revendique le débat, la réflexion collective notamment, autour des politiques publiques, comme une action en soi. Dans notre société en crise, penser collectivement ce que nous faisons et ce qui se fait en notre nom est même devenu une action primordiale. C'est en ce sens que même s'il est difficile de mesurer l'impact des réflexions collectives que nous organisons, les succès des débats publics organisés par l'UPC démontrent que notre objectif de nourrir la réflexion et la pratique de tous les acteurs de la vie sociale est de plus en plus compris, entendu. Dans nos sociétés mondialisées les citoyens sont bombardés d'informations et de nouvelles connaissances qui ont tendance à paralyser l'action publique ou à la rendre inopérante. Le travail de l'UPC vise donc à redonner des points d'appuis à l'échelle locale pour que tout un chacun puisse mieux se saisir des politiques et services publics en créant ou en s'engageant dans des collectifs formels ou informels mis en œuvre localement à la lecture des enjeux globaux qui se posent à tous.

Cependant quel que soit le sujet abordé par l'UPC, l'absence d'interlocuteur institutionnel limite la réflexion et surtout décourage les bonnes volontés. À quoi cela sert-il d'organiser la réflexion et la parole collective si institutionnellement aucun espace de concertation, de négociation capable de réunir habitants, techniciens, expert, travailleurs sociaux, élus n'existe pour entendre ce qui se dit. Cette absence d'interlocuteur institutionnel est très décourageante pour les porteurs d'expérimentations sociales. La parole des citoyens ne peut-elle être entendue que dans le cadre de rapports de forces ? L'UPC pense que non. C'est en ce sens que nous avons proposé lors du forum ouvert de l'Union la création d'une SEM* de l'animation sociale : outil institutionnel qui serait aussi opérationnel au niveau de la gestion urbaine et du développement social qu'une SEM d'aménagement peut l'être en matière d'urbanisme.



*Café Textile dans l'exposition
«La route de la laine», 2013.*

*SEM : Société d'Économie Mixte

6. Égalité, décroissance et écologie.

Historiquement, Roubaix est une ville marquée par des inégalités sociales et une forte ségrégation urbaine comme mode d'accueil de vagues d'immigrées d'origine rurale et pauvre, main d'œuvre bon marché de l'industrie textile. L'accès à l'école de «l'égalité des chances» pour les enfants d'immigrés a rendu de plus en plus visibles les situations de discriminations et de racisme dans l'orientation scolaire, l'accès à l'emploi, au logement. C'est pourquoi, en partant de la réalité roubaisienne, l'UPC a initié ses «recherches-actions citoyennes» sur la question des inégalités sociales pour ensuite introduire la question écologique et de la santé. De ces travaux, il ressort que la crise écologique remet en cause le fondement de notre approche des inégalités sociales. Cette crise écologique, par les catastrophes qu'elle provoque déjà avec un réchauffement climatique global encore limité à 0,85°, détermine de plus en plus l'intensité des autres crises sociales et économiques.

La promesse de l'Égalité et de la Justice ne peut donc plus se concevoir dans la redistribution marginale ou «solidaire» d'une croissance économique sans limites de notre production et notre consommation de biens matériels. La crise écologique nous oblige à mettre fin à l'illusion de pouvoir réaliser, par la concurrence et la compétition, une Société plus juste et plus égalitaire. Cette désillusion a produit deux propositions politiques possibles : la première est de faire appel au réflexe identitaire qui trouve son expression politique soit dans un nationalisme de plus en plus teinté de racisme soit dans des attitudes religieuses archaïques et totalitaires ; la seconde est de faire appel à notre capacité de résilience pour imaginer l'Égalité sur des valeurs de partage, de sobriété et de coopération. Elle s'exprime dans des mouvements citoyens tels que ceux des indignés, mais surtout dans le mouvement des «villes en transition» qui se développent à travers le Monde. C'est à la construction de ce scénario que l'UPC veut contribuer.



La Marmite au Pile, 2015.



Pas à pas à l'Epeule, 2015.

7. Roubaix en transition.

A partir d'une intelligence citoyenne retrouvée, prenant la mesure de l'urgence à agir pour un changement de civilisation, l'Université Populaire et Citoyenne voudrait contribuer à déclarer Roubaix «ville en transition» pour cultiver, dans un mouvement à la fois local et global, un effort d'imagination et d'expérimentation sans précédent. Il nous reste dix ans pour trouver, de manière volontaire, les chemins de «résilience» à notre dépendance à la compétition et à l'accumulation, non soutenable. Dix années pour s'affranchir d'un siècle d'addiction au pétrole et aux énergies fossiles. Dix années, enfin, pour mieux anticiper de nouvelles situations de tensions provoquées par des événements climatiques extrêmes, des mouvements de population, des situations de pénuries alimentaires ou autres.

Produire un tel effort d'imagination, signifie de pouvoir construire des images fortes, des récits d'une transition réussie de notre territoire qui puissent donner confiance, susciter l'engagement. Pour cela, l'UPC dans un mouvement «Roubaix en transition» propose de renforcer deux types de débats et de partage :

- **Le débat historique**, de partage des mémoires et de compréhension de la culture industrielle textile, dans sa diversité et ses conséquences sur la transformation de nos modes de vie, notamment dans les quartiers. Il s'agira aussi de faire un état des lieux des ressources et savoir faire locaux encore utiles pour une économie de la transition, zéro carbone.

- **Le débat prospectif** pour amener chacun à imaginer les étapes, obstacles à franchir, élaborer les différents scénarios vers une vie et une ville en transition réussie. Il s'agira d'«élargir», partager des récits individuels et collectifs, permettre à chacun d'écrire son histoire, trouver sa place, sa contribution à ce mouvement de transition.

Ces deux types de débats et de partage mis en scène au travers de cafés-citoyens, conférences, ateliers, forums, médias... seront articulés avec l'engagement et l'animation de programmes d'expérimentations de transformations de modes de vie individuels et collectifs au quotidien à une échelle personnelle, familiale, de quartier et de la ville. L'objectif entre les débats et les expérimentations sera de mettre l'un et l'autre en tension pour se renforcer mutuellement.



Marche mondiale pour le climat, 2015.



Jardin rêvé du Collectif de l'Union, 2014.

8. Une cotisation citoyenne mensuelle.

Le projet culturel de transition porté par l'Université Populaire et Citoyenne est aujourd'hui remis en cause par les institutions pour les difficultés de compréhension exposées ci-dessus et dans un climat de rigueur budgétaire. Si, comme nous, vous pensez qu'il y a urgence à repenser l'action politique, et que l'Université populaire et citoyenne porte un projet d'utilité publique, nous vous appelons à vous y associer financièrement en prenant l'engagement d'une cotisation citoyenne mensuelle selon vos moyens : 5 €, 10 €, 25 €, 50 €.

Une première étape pour l'année de 2016 serait de collecter 30 000 € sous cette forme soit 100 cotisants à 300 €/an soit 25 €/mois. Ce don est déductible de l'impôt sur le revenu pour 66% soit un don net de 132 €. Le budget de fonctionnement de l'UPC est estimé à 150 000€ par an sur la base de trois permanents. Dans ce modèle économique, à défaut de soutien public, cela signifie à terme qu'il nous faudrait trouver 500 cotisants citoyens à 25 €/mois. C'est là le prix de notre indépendance et de notre capacité à poursuivre l'action engagée à Roubaix.



Café citoyen engagement à Baraka, 2014.



Jardin des Abeilles au Pile, 2015.

Conclusion

Paradoxalement, c'est au moment où nous aurions besoin de plus de moyens pour réfléchir collectivement à une autre Société que nous risquons de nous trouver les plus démunis. L'UPC avait jusque là, réussi à exister et être reconnue, non sans quelques ambiguïtés, par les pouvoirs publics. A l'heure où de nombreuses voix appellent à la rénovation de la politique, nous espérons que cette présentation permettra à nos représentants élus des collectivités locales et de l'Etat de mieux saisir l'intérêt à investir dans ce type de démarche participative innovante pour renouveler l'engagement citoyen. L'UPC a besoin d'un second souffle pour mener à bien le projet «Roubaix en transition». Cela suppose d'obtenir une reconnaissance et une confiance plus fortes des institutions mais passe aussi par une mobilisation citoyenne élargie. Nous espérons que cette clarification y contribuera.